

**Aide publique au développement -
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question à
l'Assemblée nationale
(Paris, 04 octobre 2017)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez raison, la France est très attendue dans l'aide au développement parce qu'elle occupe une place singulière dans la communauté internationale. Elle est pilote et leader dans la lutte contre le changement climatique, elle est pilote et leader dans la lutte contre les grandes pandémies où elle a pris une place très importante. Elle sera pilote et leader aussi demain, lors de la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation qui se tiendra à Dakar sous la co-présidence du président Macron et du président Macky Sall en février prochain. Elle est aussi pilote dans l'action que nous pouvons mener en Afrique.

Pour toutes ces raisons, y compris l'attente à l'égard de notre pays, le président de la République a décidé de porter l'aide au développement à 0,55% du PIB en 2022, par rapport à 0,38% aujourd'hui, ce qui fait des augmentations significatives qui vont commencer dès le budget 2018 avec un accroissement de 4% de la mission aide publique au développement dont j'ai la responsabilité. À la demande du Premier ministre, je serai amené à faire une proposition de trajectoire financière avant la fin de l'année que j'évoquerai devant les commissions spécialisées.

Mais il ne suffit pas d'avoir une augmentation, il faut aussi modifier l'organisation de l'aide. Mon enjeu est de faire en sorte qu'il y ait davantage de dons et moins de prêts, davantage de bilatéral et moins de multilatéral, et davantage de financements par le biais des ONG que par le biais des organismes publics. Tout cela sera à discuter et est discuté devant le conseil national de la solidarité et du développement que j'ai déjà réuni et que je réunirai prochainement pour évoquer cette stratégie./.